

# MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

---



---

Réalisation d'audits au sein de l'Urssaf

Lot 2 : prestations externes d'audit en soutien de  
l'activité de la sous-direction de l'audit de la  
Validation des comptes (VDC)

---

**N° de procédure : P2529-AOO-VDC**

Cahier des Clauses Techniques Particulières  
(CCTP)

# SOMMAIRE

<b>1. Objet de la consultation .....</b>	<b>3</b>
<b>2. Présentation de l'Urssaf et ses activités de recouvrement.....</b>	<b>3</b>
2.1 Raison d'être et missions.....	3
2.2 L'Urssaf et son réseau.....	4
<b>3. Contexte de la demande et enjeux.....</b>	<b>4</b>
3.1 Environnement réglementaire.....	4
3.2 Dispositif de maîtrise de l'Urssaf .....	5
3.3 Organisation générale de l'audit interne des activités de recouvrement.....	5
3.4 La méthodologie suivie par la sous-direction de la validation des comptes.....	5
3.4.1 L'approche par processus .....	6
3.4.2 Les audits sur place et sur pièces .....	6
3.4.3 Périmètre .....	6
3.4.4 Opinion .....	6
3.5 Normes, conformité et déontologie.....	7
3.5.3 Recours à l'intelligence artificielle .....	7
3.5.4 Protection des données à caractère personnel.....	7
<b>4. Prestations attendues .....</b>	<b>7</b>
4.1 Objet du lot 2 relatif à la Sous-direction de la validation des comptes .....	7
4.2 Profils attendus .....	8
4.3 Dispositif de pilotage et de supervision .....	8
4.4 Unité d'œuvre VDC.....	8
4.4.1 Descriptif des prestations .....	8
4.4.2 Nature des livrables.....	9
4.4.3 Qualité des livrables .....	9
4.4.4 Calendrier d'intervention .....	9
4.4.5 Nombre de jours estimé par Unité d'œuvre VDC.....	9

## 1. Objet de la consultation

La présente procédure a pour objet la fourniture, pour le compte de l'Urssaf Caisse nationale (ACOSS) et du réseau des Urssaf, métropolitaines comme ultramarines, de prestations d'audits sur leurs activités et processus.

Le contexte d'intervention est de celui du maintien d'une couverture d'audit adaptée aux enjeux du réseau des Urssaf, en termes de maîtrise de ses activités, de performance, de qualité de ses services et de fonctionnement, ainsi que de fidélité, régularité et sincérité comptables.

Ce lot est mono-attributaire.

La prestation est déterminée sous forme d'unité d'œuvre dont la description est exposée à partir du chapitre 4 « Prestations attendues » du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## 2. Présentation de l'Urssaf et ses activités de recouvrement

### 2.1 Raison d'être et missions

La raison d'être des activités de Recouvrement de la Sécurité sociale est de financer le modèle social français. Du fait du degré élevé de socialisation des risques en France, cette mission fait du réseau des Urssaf un acteur majeur de l'économie et de la société française : chaque année, il collecte et répartit près de 600 milliards d'euros, ce qui représente près de 25 % des richesses produites annuellement en France.

Les sommes collectées permettent de financer un ensemble de services publics, au premier rang desquels la Sécurité sociale via le financement des prestations du régime générale de sécurité sociale (maladie, vieillesse, famille notamment), mais aussi d'autres régimes de protection sociale (chômage, retraite complémentaire...) et de tiers (autorités organisatrices de mobilités - AOM, fonds d'action formation - FAF...)

Les bénéficiaires ultimes des missions de service public des Urssaf sont non seulement les usagers – qui sont des entreprises, des travailleurs indépendants, des particuliers - mais aussi les assurés, allocataires et pensionnés, dont elles assurent le financement des prestations tout au long de l'année. Les Urssaf sont d'ailleurs amenées à agir directement auprès des particuliers, en leur proposant des offres de service simplifiées qui facilitent le quotidien de millions de foyers (chèque emploi service universel - CESU, prestation d'accueil du jeune enfant - PAJE par exemple).

Il en résulte deux missions fondamentales :

- Offrir aux usagers, dans leur diversité, des services leur permettant notamment de faciliter l'accomplissement de leurs obligations sociales. Le service rendu aux entreprises, incluant l'information et le conseil, la facilitation des démarches, doit contribuer à l'acceptation du prélèvement et faciliter la création d'activités ;
- Recouvrer les cotisations et contributions qui viennent financer les organismes de protection sociale, en assurant un prélèvement à bon droit et en garantissant l'égalité de traitement et la concurrence non faussée entre acteurs économiques, en accompagnant les usagers dans le paiement des contributions dues, en particulier lorsqu'ils rencontrent des difficultés économiques, et en réprimant les comportements frauduleux dans des situations ponctuelles.

En tant que recouvreur social de référence, le réseau des Urssaf voit également son périmètre s'étendre régulièrement par la prise en charge du recouvrement des cotisations et contributions pour le compte de certains organismes de protection sociale ou en se les voyant transférées, ce qui l'amène à améliorer et développer les services rendus à ses partenaires.

## 2.2 L'Urssaf et son réseau

L'Urssaf Caisse nationale (ACOSS) est la caisse nationale du réseau des Urssaf. Etablissement public à caractère administratif sous tutelle de l'Etat, elle oriente et anime les politiques de recouvrement et de contrôle, gère la trésorerie du Régime Général, conçoit les services de simplification offerts aux usagers, organise et alloue les moyens des organismes du Recouvrement, produit des statistiques socio-économiques à destination de ses partenaires et des pouvoirs publics.

Le réseau du Recouvrement social est composé d'organismes de droit privé qui assurent le service public du recouvrement, c'est-à-dire qu'ils procèdent à la collecte des cotisations et contributions sociales auprès des employeurs et cotisants de leurs circonscriptions.

Il compte :

- 21 Urssaf sur le territoire métropolitain : Alsace, Aquitaine, Auvergne, Bourgogne, Bretagne, Centre Val de Loire, Champagne Ardenne, Corse, Franche Comté, Ile de France, Languedoc Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi Pyrénées, Nord Pas de Calais, Normandie, Provence Alpes Côte d'Azur, Pays de le Loire, Picardie, Poitou Charentes et Rhône Alpes ;
- 5 Urssaf ultra-marines : au sein des Caisses générales de sécurité sociale (CGSS) de Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion et de la Caisse de sécurité sociale (CSS) de Mayotte.

Des centres nationaux (Cn), rattachés à des Urssaf, sont en charge d'offres de services spécifiques : chèque emploi service universel (CnCESU, Urssaf Rhône Alpes), prestation d'accueil du jeune enfant (CnPAJE, Urssaf Auvergne), aux transfrontaliers suisses (CnTFS, Urssaf Franche Comté et Rhône Alpes), à l'économie collaborative (CnEC, Urssaf Champagne Ardenne), Centre national de Gestion de la Mobilité internationale (CnGMI, Urssaf Nord Pas de Calais, Ile de France et Corse), entre autres.

Pour renforcer sa qualité de service et optimiser sa gestion interne, le réseau des Urssaf s'est partagé certaines activités support (gestion de la paye, flux entrants non dématérialisés par exemple) et spécialisé sur certains segments de cotisants (praticiens et auxiliaires médicaux - PAM, marins pêcheurs, artistes auteurs diffuseurs - AAD notamment).

## 3. Contexte de la demande et enjeux

### 3.1 Environnement réglementaire

L'article D. 114-4-9 du code de la sécurité sociale dispose que « *les organismes nationaux mettent en place un dispositif d'audit interne qui a, notamment, pour objet d'évaluer périodiquement l'effectivité, l'efficacité et la pertinence du dispositif de contrôle interne. Les activités d'audit interne sont mises en œuvre dans des conditions définies par une charte, établie conjointement par le directeur et le directeur comptable et financier, qui prévoit, notamment, les modalités de gouvernance du dispositif, les règles de programmation annuelle des audits et de suivi de leurs résultats, les modalités de délégation éventuelle des travaux d'audit et les règles de déontologie applicables* ».

L'article D 114-4-17 du code de la sécurité sociale dispose que « *Chaque organisme constitutif du réseau fait l'objet d'un audit sur place selon une périodicité fixée par le directeur et le directeur comptable et financier de l'organisme national. Le directeur et le directeur comptable et financier de l'organisme national peuvent prévoir une périodicité plus rapprochée pour les organismes dont les performances sont inférieures à la moyenne nationale, notamment dans la réalisation des objectifs des contrats pluriannuels de gestion. Le directeur peut également décider d'audits inopinés* ».

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 a confié au directeur comptable et financier de la branche recouvrement une mission de « validation » des comptes des organismes de base, dans le cadre de la mise en place

de la certification des comptes du régime général par la Cour des comptes. Elle « *consiste à attester que les comptes annuels des organismes locaux sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de leur résultat, de leur situation financière et de leur patrimoine* » (art. D. 114-4-2 du code de la sécurité sociale). Les audits et contrôles effectués à ce titre s'apparentent à une mission de certification externe des comptes mais conduite par des auditeurs internes. Elles relèvent notamment de modalités précisées par un référentiel commun de validation des comptes fixé par arrêté (arrêté du 27 novembre 2006).

### 3.2 Dispositif de maîtrise de l'Urssaf

L'Urssaf renforce régulièrement son dispositif de maîtrise, s'appuyant notamment sur les trois lignes prônées par les normes et bonnes pratiques internationales en matière de contrôle et d'audit internes :

- La première ligne de maîtrise repose sur l'application de procédures formalisées et les contrôles opérationnels du quotidien pris en charge par les lignes hiérarchiques. Elle se retrouve dans toutes les structures et organisations de la branche ;
- La deuxième ligne de maîtrise s'appuie sur les fonctions de contrôle interne qui organisent un ensemble de moyens, de procédures et d'actions permettant de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs inhérents à ses activités, qu'ils soient opérationnels, financiers, réglementaires, de service ou d'image ; la Direction de la Gestion du Risque (DGDR) en pilote les principaux dispositifs, en lien avec la Direction Comptable et Financière (DCF), conformément au décret relatif au contrôle interne des organismes de sécurité sociale 2022-1283 du 30 septembre 2022 ;
- La troisième ligne de maîtrise est celle de l'audit interne, qui vise à donner une assurance sur le degré de maîtrise des activités et opérations, contribuer à leur efficacité et attester de la qualité des comptes.

### 3.3 Organisation générale de l'audit interne des activités de recouvrement

La politique d'audit des activités de recouvrement précisée dans le Charte nationale d'audit comprend trois axes :

- Les audits de validation des comptes, conduits par la sous-direction éponyme de la direction comptable et financière (DCF) ; ils s'inscrivent notamment dans le cadre de l'article D. 114-4-2 du code de la sécurité sociale cité supra ;
- Les audits nationaux, c'est-à-dire commandités par le Comité national d'audit ou sur demande expresse du directeur de l'Urssaf Caisse nationale ; ils sont conduits par la sous-direction de l'audit national (Sdan) de la direction de l'audit, du pilotage et de la stratégie (Daps) ; ils s'inscrivent notamment dans le cadre des articles D 114-4-9 et D 114-4-17 du code de la sécurité sociale cités supra ;
- Les audits en région, conduits dans le cadre d'un dispositif piloté par la Daps via un réseau de pilotes de l'audit en région, permettant aux organismes du réseau de conduire les audits nécessaires au regard de leurs analyses de risque.

Le présent lot porte exclusivement sur de la prestation externe d'audit destinée à renforcer l'équipe de la validation des comptes, sous-direction intégrée à la direction comptable et financière nationale.

La suite du document s'entend donc sur ce strict périmètre.

### 3.4 La méthodologie suivie par la sous-direction de la validation des comptes

Les travaux réalisés visent à apporter une assurance raisonnable sur la maîtrise des opérations retranscrites dans les comptes, en référence au cadre national fixé par l'Urssaf Caisse nationale, ainsi que sur la fiabilité des comptes eux-mêmes.

### 3.4.1 L'approche par processus

L'approche mise en œuvre repose principalement sur trois axes :

- L'analyse des risques d'anomalies susceptibles d'affecter les comptes,
- L'examen de la capacité des dispositifs de contrôle interne à les prévenir, détecter et corriger,
- Et l'examen des flux et soldes comptables eux-mêmes.

Cette approche se décline sous la forme de « cycles » correspondant aux processus des organismes.

### 3.4.2 Les audits sur place et sur pièces

#### Les audits sur place

Les audits sur place ciblent des thématiques présentant des enjeux financiers significatifs. Ils permettent un approfondissement des analyses sur des sujets sensibles pour la branche, et contribuent à mieux anticiper les problématiques susceptibles d'impacter la qualité des comptes des organismes.

#### Les audits sur pièces

L'ensemble des diligences menées dans le cadre de la validation des comptes repose sur l'analyse de pièces probantes. Ces dernières sont transmises par les organismes, obtenues auprès des directions de l'Urssaf Caisse nationale ou directement extraites par les auditeurs VDC à partir des systèmes d'information de la branche.

Le programme de travail constitue l'élément central sur lequel s'appuient les auditeurs pour justifier et documenter les comptes des organismes locaux. Il reflète l'ensemble des processus concourant à leur élaboration et liste les pièces probantes à analyser.

En complément des documents transmis par les organismes aux différentes phases du calendrier de l'audit sur pièces, les auditeurs examinent également les plans d'action élaborés par les organismes, dès lors qu'ils sont en lien avec les composantes auditées.

Des demandes complémentaires peuvent être adressées en cours d'audit, afin de clarifier certaines situations ou d'approfondir l'analyse.

### 3.4.3 Périmètre

Le périmètre de la validation des comptes couvre l'ensemble des organismes de la branche recouvrement : 21 Urssaf et 4 CGSS.

Toutes les opérations comptabilisées par les Urssaf sont intégrées dans les comptes combinés et donnent lieu à validation.

### 3.4.4 Opinion

L'opinion formulée par le directeur comptable et financier national s'appuie sur des données objectivées issues des contrôles effectués par les auditeurs de la VDC.

Ces contrôles reposent sur des éléments transmis par les organismes ou récupérés directement par les auditeurs, dont la liste constitue les « programmes de travail » transmis aux organismes de la branche.

### 3.5 Normes, conformité et déontologie

Les audits VDC se déroulent conformément aux conditions et normes décrites dans la charte d'audit de la branche du recouvrement.

Les auditeurs exécutent leur mission et en rendent compte en toute indépendance.

#### 3.5.3 Recours à l'intelligence artificielle

Toute utilisation et/ou recours à l'intelligence artificielle ne peut se faire que dans le cadre autorisé par l'Urssaf.

#### 3.5.4 Protection des données à caractère personnel

La protection des données à caractère personnel fait l'objet d'une réglementation particulière (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, « Règlement général de protection des données, RGPD »). Si, dans le cadre de leur mission, les auditeurs sont amenés à en avoir connaissance, ils s'engagent à :

- Ne collecter que les données à caractère personnel strictement nécessaires à leur mission ;
- Assurer toutes mesures de sécurité appropriées (canaux d'échange, stockage, anonymisation lorsque possible notamment) ;
- Ne pas divulguer ou retransmettre à des personnes non autorisées, les données personnelles dont ils ont connaissance dans le cadre de la mission ;
- Ne conserver in fine et pour la seule durée de la réalisation de la prestation d'audit que les données personnelles figurant et nécessaires aux documents probants dans le cadre de leur mission et assurer la destruction de toute autre donnée personnelle ;
- Informer l'Acoss de toute situation caractéristique d'une violation de données le plus rapidement possible et en apportant tous les éclaircissements nécessaires en écrivant par mail à l'adresse [informatiqueetlibertes.acoss@acoss.fr](mailto:informatiqueetlibertes.acoss@acoss.fr).

Il est convenu entre les Parties que la fourniture de données anonymisées est priorisée dans la mesure des capacités techniques et le périmètre de l'audit confié au prestataire.

## 4. Prestations attendues

### 4.1 Objet du lot 2 relatif à la Sous-direction de la validation des comptes

Le présent lot a vocation à compléter, par des prestations externes, les ressources de la sous-direction de la validation des comptes afin de garantir une couverture d'audit adaptée aux enjeux de l'Urssaf et de réaliser, sur pièces, les investigations prévues dans le référentiel d'audit (ou programme de travail de la VDC), portant pour l'essentiel sur l'appréciation de la capacité du contrôle interne à prévenir et détecter des erreurs de portée significative sur les comptes.

Pour la réalisation de ces prestations, l'Urssaf Caisse nationale doit pouvoir disposer d'assurances du titulaire sur :

- La capacité à réaliser des prestations dans le respect de la qualité et des délais attendus ;
- Le respect du cadre normatif et déontologique de la sous-direction de la validation des comptes ;
- L'adaptation à la méthodologie et aux chartes en place.

Il est attendu du titulaire qu'il réalise les prestations demandées avec un souci constant :

- De respect des normes professionnelles de l'audit (ISA) ;
- Du respect des formats et des contenus définis par l'Urssaf, notamment dans la qualité de la rédaction ;
- De traçabilité ;
- De respect pour chaque livrable de réponse à l'objectif attendu dans le délai fixé.

Il est également attendu du titulaire :

- Qu'il fasse part de tout certificat ou accréditation sur les champs d'audits qu'il pourrait lui être demandé d'instruire (IIA, ISA, ANSI...);
- Qu'il apporte des éléments d'assurance sur la protection des données qu'il utilise et qu'il indique sa politique en matière de conservation de celles-ci ;
- Qu'il transmette tout document assimilable à une charte ou guide en matière de déontologie et d'éthique ;
- Qu'il précise son engagement en matière de responsabilité sociale des organisations et la façon dont il intègre dans son activité des principes de développement durable.

## 4.2 Profils attendus

Le prestataire devra mettre à disposition de l'Urssaf Caisse nationale pour l'exécution de ce marché, des profils présentant les compétences suivantes :

- Capacité à recueillir des preuves d'audit pertinentes, suffisantes et fiables ;
- Aptitudes confirmées en analyse et en synthèse ;
- Maîtrise des tests et des requêtes dans le cadre des missions d'audit ;
- Excellentes capacités rédactionnelles pour la restitution des informations.

Le titulaire devra être en mesure de mettre à disposition et maintenir sur les 2 périodes visées (cf. § 4.4.4) les ressources nécessaires et le profil adapté pour pouvoir réaliser la prestation de la façon la plus efficace.

Pour cela, il est attendu qu'il propose un vivier d'auditeurs potentiels et qu'il présente le dispositif qui lui permettra de l'entretenir sur la durée du marché pour présenter les profils les plus adéquats au fur et à mesure des missions confiées, notamment en capitalisant sur les expériences alors développées avec l'Urssaf.

## 4.3 Dispositif de pilotage et de supervision

Le pilotage du marché, la définition des orientations, la programmation des prestations et la validation des livrables relèvent exclusivement de l'Urssaf Caisse nationale.

Les prestations sont exécutées sous la responsabilité du/de la sous-directeur(trice) et des responsables de portefeuilles, qui fixent les consignes, attendus et calendriers applicables.

Le titulaire désigne un directeur de projet, interlocuteur opérationnel unique, chargé d'assurer la bonne exécution des prestations conformément aux instructions de l'Urssaf Caisse nationale, de coordonner les ressources mobilisées et de signaler sans délai toute difficulté ou alerte.

## 4.4 Unité d'œuvre VDC

Une seule unité d'œuvre « Audit de Validation des Comptes », UO VDC, est définie pour le lot 2, quelle que soit la phase opérationnelle de la campagne annuelle, à savoir audit intermédiaire ou audit final. Cette unité d'œuvre est définie par les paragraphes ci-après.

### 4.4.1 Descriptif des prestations

Les prestations d'audit seront à réaliser, ou coréaliser avec des auditeurs internes de la branche du recouvrement, sous la supervision d'un responsable de portefeuille (ou chef(fe) de mission VDC).

Les livrables doivent faire l'objet d'une validation par les responsables de portefeuille.

Les documents doivent être produits selon le référentiel de la Validation des comptes et dans le respect des échéances du calendrier de l'audit intermédiaire et de l'audit final.



#### 4.4.2 Nature des livrables

Les livrables se composent de :

- Feuilles de travail d'audit dans lesquelles sont formalisés les travaux d'analyse et les constats en résultant,
- Et, des annexes correspondantes qui renferment les travaux d'exploitation des documents reçus des organismes et/ou les éléments reçus au moyen de requêtes internes à la branche.
- Tous les travaux sont formalisés au moyen de fichiers Excel référencés selon l'indexation du programme de travail de la VDC.

#### 4.4.3 Qualité des livrables

Les prestations doivent être réalisées avec une attention particulière portée sur :

- L'homogénéité des formats et des contenus définis ;
- Le respect des normes professionnelles de l'audit, notamment en termes d'intégrité, objectivité, confidentialité et compétence dans l'analyse des données ;
- La traçabilité : les feuilles de travail (objectifs, analyses de tests et pièces probantes, résultats) doivent être fournis avec le rapport final ;
- Le respect des délais pour chaque livrable.

Les livrables seront propriété de l'Urssaf.

Le prestataire s'engage à limiter l'empreinte environnementale de ses prestations (absence de déplacements, transmission dématérialisée des livrables, usage raisonné des supports).

La confidentialité des données doit être assurée.

#### 4.4.4 Calendrier d'intervention

Les prestations seront réalisées suivant un planning prévisionnel et une durée maximale estimée de :

- 3 semaines de novembre à décembre (audit intermédiaire)
- 6 semaines de janvier à février (audit final)

#### 4.4.5 Nombre de jours estimé par Unité d'œuvre VDC

L'unité d'œuvre VDC est estimée à 5 jours ouvrés, au regard des pratiques.